



COMMUNIQUÉ de presse

17 septembre 2012

FESSENHEIM : Une décision ni justifiée, ni argumentée

Le discours d'ouverture de la conférence environnementale de François HOLLANDE comprenait plusieurs annonces concrètes très importantes dont celles de la date de fermeture de la centrale de Fessenheim.

C'est sur ce sujet qu'a démarré l'atelier sur la transition énergétique.

En première intervention, la CFE-CGC a exprimé sa position comme suit. La fermeture de Fessenheim est aujourd'hui actée et datée. Maintenant que les salariés savent à quoi s'en tenir, la CGC demande solennellement que le dossier de Fessenheim sorte du débat sur la transition énergétique et d'engager des discussions sur la question sociale.

La CFDT a soutenu cette position.

La CGT est intervenue en indiquant qu'elle contestait cette décision qui n'était justifiée ni techniquement, ni économiquement, ni d'un point de vue social ou environnemental. Le débat sur la transition énergétique ne peut être réussi que si on met tout sur le tapis, sans à priori et sans objectifs préliminaires.

D'un point de vue technique, aucun argument ne justifie cette décision. Les expertises, notamment celles commandées par le CE de Fessenheim et le CCE d'EDF et les déclarations de l'ASN vont dans ce sens. Avec les mises à niveau de sécurité prévues et celles déjà réalisées dans le cadre des visites décennales des deux tranches de Fessenheim, il n'y a aucune raison objective de stopper l'exploitation de cet outil industriel. Mme BATHO parle du critère de l'âge. Imagine-t-on une décision mettant à la casse une voiture selon ce même critère, indépendamment des conclusions du contrôle technique ?

D'autre part Fessenheim est une tête de série de centrales en exploitation sur le territoire, et le fait qu'elle soit la première à recevoir toutes les améliorations élaborées par les ingénieurs lui permet également de jouer un rôle important pour la sûreté et le maintien du parc. Est-ce cela qui est visé ?

Du point de vue environnemental, il va falloir expliquer la contradiction avec le discours de François HOLLANDE de baisser de manière ambitieuse les émissions de Co2 alors que l'on sait que le moyen de production envisagé pour pallier à la production manquante sera la mise en place de cycles combinés gaz qui en dégagent plus dans l'atmosphère.

Du point de vue financier, le manque à gagner sera important. On va sacrifier un outil industriel qui fournit de l'électricité à bas prix et l'on risque de devoir payer des indemnités aux co-investisseurs allemands et

suisses

(sans parler de l'entreprise publique EDF, mais à la fin ce sont les usagers qui payeront la hausse des prix sur leurs factures).

D'un point de vue social, c'est bien mal connaître la question d'annoncer compenser les emplois avec une filière de déconstruction. Première question, de quels emplois parle-t-on ? Les 800 salariés EDF, les 200 à 300 sous- traitants, les PME PMI du coin et tous les emplois induits ?

Deuxièmement, la déconstruction ne demande ni les mêmes formations, ni les mêmes quantités de personnel et ne s'effectuent pas du tout selon la même temporalité.

Alors il faut le dire et l'assumer, il ne reste plus que le critère politique.

Pour la FNME-CGT, la partie est loin d'être finie. La FNME-CGT et le syndicat CGT de la centrale de Fessenheim vont continuer à rencontrer les salariés, les élus, la population pour les sensibiliser sur les conséquences d'une telle décision et construire des actions pour élargir la mobilisation, en particulier avec tous les salariés des centrales nucléaires. Dans ce contexte, rien ne sera mis de côté.

Elle invite la Ministre du développement durable et de l'énergie à un débat public contradictoire, sous quelle que forme que ce soit, afin de pouvoir enfin confronter les arguments.

Parce que les salariés le valent bien.....

Interlocuteur dossier :

Jean-Luc CARDOSO : 06 11 22 46 99

Contacts Presse :

Laurent LANGLARD : 06 70 30 82 96

Marie-Claire CAILLETAUD : 06 17 48 44 79